



Examen 1: législation - socles de compétences connaissances de base

Partie 4 de la loi du 4 avril
2014 relative aux assurances
(art. 54 a 224)

1. Savoir quelles sont les composantes essentielles dans la définition d'un contrat d'assurance
2. Comprendre ce que recouvrent les notions d'assure, de preneur d'assurance, de bénéficiaire et de personne lésée et être capable d'appliquer ces notions
3. Indiquer la différence entre une assurance de personnes, une assurance de dommages, une assurance à caractère indemnitaire et une assurance à caractère forfaitaire
4. Expliquer ce qu'est la sous-assurance et appliquer la règle proportionnelle
5. Expliquer ce que sont une proposition d'assurance, une demande d'assurance et une police résignée, et quels sont leurs effets (y compris le droit de résiliation).
6. Etre capable de déterminer les délais de résiliation lorsque le contrat a été conclu à distance
7. Expliquer la portée de l'obligation de déclaration du preneur d'assurance au cours du contrat
8. Comprendre et appliquer le principe de la quérabilité de la prime
9. Préciser à qui la prime peut être valablement payée
10. Comprendre et appliquer les conséquences éventuelles du défaut de paiement de la prime
11. Expliquer quels sont les devoirs légaux de l'assuré en cas de sinistre et préciser les sanctions que l'assureur peut appliquer si ces obligations n'ont pas été respectées, y compris les obligations spécifiques en matière d'état des lieux pour les assurances de choses
12. Comprendre les motifs légaux généraux d'exclusion s'appliquant aux contrats d'assurance (sinistre intentionnel, faute lourde et guerre)
13. Préciser dans quels cas l'assureur peut invoquer une déchéance du droit aux prestations d'assurance.
14. Comprendre la notion de prescription et déterminer les délais légaux de prescription en assurance
15. Reconnaître les délais de prescription de la loi du 04.04.2014 relative aux assurances
16. Déterminer et appliquer la durée et la fin du contrat d'assurance, conformément à la loi du 04.04.2014 relative aux assurances

	17. Déterminer les modes et les délais généraux de résiliation autres qu'à l'échéance
	18. Reconnaître le règlement de la résiliation après sinistre
	19. Savoir quel est le sort du contrat d'assurance en cas de décès du preneur, en cas de faillite du preneur et en cas de cession entre vifs de la chose assurée
	20. Préciser dans quels cas l'assureur peut invoquer une déchéance du droit aux prestations d'assurance
Connaissances générales en assurances	21. Reconnaître les assurances obligatoires principales (Accidents du travail, RC auto, RC chasse, RC objective lors d'incendie ou explosion des institutions accessibles au public, certaines assurances en RC professionnelle, comme celle des architectes) et se rappeler que certaines assurances ne sont uniquement obligatoires que pour obtenir des subsides
	22. Reconnaître le rôle de l'Ombudsman des Assurances en ce qui concerne l'exécution du contrat d'assurance
	23. Pouvoir distinguer les notions des taxes et contributions
Contrôle des entreprises d'assurances et réglementation européenne	24. Reconnaître les autorités qui sont responsables en Belgique pour le contrôle administrative et financière sur les entreprises d'assurances et concernant le contrôle matériel sur les conditions d'assurance et les tarifs.
L'intermédiation et la distribution en assurances (partie 6 - Loi du 4 avril 2014)	25. Préciser quelle autorité administrative contrôle les intermédiaires d'assurances et de réassurances (FSMA) et quelles sont les compétences de cette autorité dans l'exercice de contrôle

Examen 2: législation anti blanchiment

socles de compétences connaissances de base

Sensibilisation	1. Savoir ce que l'on entend par « blanchiment de capitaux ou d'autres biens », sur la base de la définition de la loi : personnes visées, actions et fonds (y compris terrorisme).
	2. Identifier l'origine illicite de capitaux ou de biens, tels que définis à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993
	3. Savoir que la législation a également pour but de lutter contre le « financement du terrorisme » et que l'origine des capitaux ne doit pas être illicite.
	4. Déterminer les personnes impliquées dans le volet préventif et répressif de la législation belge et les sanctions possibles

	5. Enumérer, expliquer et distinguer les trois phases du blanchiment.
	6. Savoir que chaque collaborateur porte une responsabilité dans la prévention des pratiques de blanchiment.
Identification / Contrôle	7. Etablir la différence entre l'identification et le contrôle des données d'identité.
	8. Déterminer les données d'identité qui doivent faire l'objet d'une identification/d'un contrôle et pouvoir reconnaître les moyens de preuve (personnes physiques et personnes morales, constructions sans personnalité juridique, représentants et mandataires).
	9. Savoir que les représentants de personnes physiques et de personnes morales doivent également faire l'objet de l'identification/du contrôle.
Politique d'acceptation / vigilance constante	10. Reconnaître l'importance de la politique d'acceptation du client.
	11. Savoir ce que l'on entend par « vigilance constante ».
	12. Reconnaître les opérations atypiques (clignotants relatifs à la typologie des produits, au profil des clients et aux opérations).
Procédures et sources	13. Identifier les instances responsables en Belgique (FSMA/CFI) et identifier leur rôle respectif dans le domaine de la législation anti blanchiment.
	14. Déterminer la répartition des tâches sur la base de la loi et de l'accord sectoriel entre l'intermédiaire et ses collaborateurs, l'assureur, le responsable interne (intermédiaire et assureur) et la CTIF avant la souscription de l'assurance sur la vie, pendant la durée du contrat (sa gestion) et préalablement au paiement de la prestation.
	15. Déterminer la durée de conservation des documents.
	16. Enumérer les obligations générales (identification et contrôle de l'identité, politique d'acceptation du client, vigilance constante, obligation d'information, conservation des documents).

Examen 3: MiFID - socles de compétences connaissances de base

	1. Définir le champ d'application des régies de conduite MiFID
--	--



	2. Pouvoir faire la distinction entre la qualité d'« agent d'assurances lie », d'« agent d'assurances non lie » et de « courtier d'assurances ».
	3. Savoir qui est responsable de l'application des règles de conduite et de la gestion des conflits d'intérêts
	4. Savoir déterminer quels statuts d'intermédiaire d'assurances peuvent être cumules ou pas
	5. Savoir que tout prestataire de services en contact avec le client doit connaître les caractéristiques essentielles des produits proposés
	6. Définir ce que l'on entend par la « règle de conduite fondamentale »
	7. Connaître les modalités des informations précontractuelles à fournir au client (à quel moment, de quelle manière, sur quel support et à quelles conditions)
	8. Reconnaître les informations particulières qui doivent être fournies au client en ce qui concerne les assurances d'épargne et d'investissement et savoir que ces informations peuvent être fournies sur une fiche d'information moyennant l'agrément de la FSMA
	9. Connaître les règles en matière de communications publicitaires
	10. Distinguer les notions de « conseil » et de « recommandation personnalisée »
	11. Dans le cadre du devoir de diligence, savoir quelles informations doivent être collectées sur le client en fonction du type d'assurance et de la présence ou non d'un conseil
	12. Déterminer les tests qui doivent être effectués dans le cadre du devoir de diligence
	13. Savoir quelles données doivent être conservées dans le cadre du devoir de diligence
	14. Connaître les obligations en matière de gestion des conflits d'intérêts
	15. Savoir que toute prestation qui est contraire à la règle de conduite fondamentale doit être refusée
	16. Savoir quelles rémunérations (inducements) sont autorisées et sous quelles conditions



	17. Savoir que le prestataire de services doit tenir un dossier « client » organise et connaître les éléments de ce dossier
	18. Déterminer la portée de la responsabilité civile du prestataire de services en cas d'infraction aux règles de conduite.
	19. Savoir que, dans le cadre de ses compétences, la FSMA a le droit de faire du « mystère shopping » et peut imposer des amendes administrâtes et des astreintes en cas d'infraction

Examen 4: Les accidents du travail (Loi du 10 avril 1971) branche 1b) socles de compétences connaissances de base

	1. Enumérer et expliquer les principales caractéristiques de la législation sur les accidents du travail et/ou de l'assurance accidents du travail (règles d'ordre public, le principe du caractère forfaitaire des indemnités, l'unicité d'assurance, le caractère obligatoire, le caractère social.
	2. Savoir à quelles personnes, y compris les personnes assimilées, l'assurance accidents du travail est applicable.
	3. Pouvoir expliquer la notion « travailleur domestique » (article 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail) et ce que l'ONSS entend par la notion « autre personnel de maison ».
	4. Préciser quelles catégories de travailleurs peuvent être couvertes par une assurance "personnel de maison".
	5. Préciser les conditions sous lesquelles un contrat d'assurance accidents du travail peut avoir une durée de 3 ans.
	6. Définir un accident du travail et un accident sur le chemin du travail.
	7. Indiquer et pouvoir appliquer les composantes d'un accident du travail : lésion, évènement soudain, durant et par le fait de l'exécution du contrat de travail, ainsi que déterminer et appliquer ce qu'est un lieu d'exécution du travail.
	8. Indiquer et pouvoir appliquer les composantes d'un chemin du travail : le lieu de résidence, le lieu du travail, le trajet normal et leurs extensions légales.
	9. Expliquer les règles de base régissant la charge de la preuve concernant un accident du travail et un accident sur le chemin du travail, et préciser le rôle d'un témoin a cet égard.
	10. Enumérer les indemnités prévues par la loi sur les accidents du travail.



	11. Définir la notion et la composition du salaire de base (y compris le maximum légal).
	12. Savoir que le salaire au-delà du maximum légal peut être couvert (par une assurance excédent-loi).
	13. Déterminer l'indemnité en cas de décès : frais funéraires, transfert du défunt, versement des rentes (au conjoint, au cohabitant légal et aux enfants).
	14. Déterminer l'indemnité en cas d'incapacité de travail temporaire.
	15. Déterminer l'indemnité invalidité permanente après consolidation.
	16. Préciser le mode de remboursement des frais médicaux, des frais de déplacement et des frais de prothèse.
	17. Expliquer les notions d'incapacité de travail temporaire et permanente.
	18. Expliquer les notions d'incapacité de travail totale et partielle temporaire.
	19. Expliquer le délai de révision dans le cadre de l'incapacité de travail permanente.
	20. Expliquer la notion d'immunité civile et connaître ses exceptions.
	21. Préciser dans quels cas les victimes d'un accident du travail disposent d'un recours en droit commun.
	22. Savoir que même la faute grave (telle que ivresse, non-respect des prescriptions de sécurité, ...) de la victime est assurée et que seule la faute intentionnelle de la victime est exclue.
	23. Préciser le rôle du Fonds des accidents du travail (FAT) : contrôle de l'application de la loi sur les accidents du travail (par l'assureur et l'employeur, notamment en cas de déclaration tardive d'un accident du travail), gestion et réparation des accidents du travail en cas de non-assurance.
	24. Savoir que l'employeur est soumis à une obligation légale de déclaration de l'accident du travail et que le contenu de cette déclaration est régi par la loi.
	25. Déterminer quelles sont les sanctions possibles pour l'employeur en cas de non-assurance (sanctions infligées par le FAT et sanctions pénales).



26. Savoir que les entreprises qui représentent un risque aggravé pour le FAT peuvent être tenues de payer une cotisation forfaitaire (en fonction du nombre de travailleurs) en vue de l'instauration de mesures de prévention.
27. Préciser les éléments intervenant dans la tarification: activité, catégorie travailleur (employé/travailleur), chemin du travail/lieu du travail, statistiques
28. Savoir que l'assurance accidents du travail est une assurance obligatoire, y compris pour les employeurs dans le cadre de la vie privée, quel que soit le régime de sécurité sociale.
29. Savoir qu'une assurance gens de maison couvre tant les accidents du travail que les accidents sur le chemin du travail et reconnaître ces notions.
30. Savoir que l'action concernant les indemnités est prescrite après trois ans.

Examen 5: Accidents (branche 1a)

socles de compétences connaissances de base

1. Expliquer l'intervention de la sécurité sociale en cas d'accident de la vie privée et d'accident du travail et établir le lien avec les assurances "accidents".
2. Savoir qu'il existe différents types de formules d'assurance et en connaître l'objet (par ex., vie privée, 24h/24h, sport, circulation, conducteur, ...).
3. Expliquer les principales garanties : « incapacité/invalidité temporaire/permanente », « décès », « frais médicaux ».
4. Déterminer les prestations possibles : prestations forfaitaires ou prestations indemnitaires.
5. Déterminer les modalités de calcul des prestations forfaitaires en cas d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente.
6. Expliquer la différence entre incapacité « physiologique » et incapacité « économique » et préciser les modalités d'intervention « graduelle ».
7. Expliquer les notions suivantes dans la cadre de l'assurance accidents :
 - accident
 - assurances accidents individuelles et collectives
 - consolidation des lésions
 - formule de prestation cumulative/progressive
 - incapacité/invalidité physiologique et économique
 - état préexistant invalidité.
8. Savoir quels sont les risques légalement et habituellement exclus (sports, hobbies et professions à risque, acte téméraire).
9. Enumérer les paramètres intervenant dans la tarification.

10. Déterminer les taxes et les charges sur les primes, savoir quelle est la fiscalité des primes et des prestations.

Examen 6 maladie (branche 2)

socles de compétences connaissances de base

ASSURANCES MALADIE - PRINCIPES COMMUNS

1. Situer le chapitre relatif aux assurances maladie dans la loi du 04.04.2014 relative aux assurances (chapitre IV du titre IV en ce qui concerne :

- L'incontestabilité
- les conditions de modification du tarif et de la couverture
- le droit à la poursuite individuelle et les procédures à suivre
- le droit au préfinancement
- les possibilités de résiliation

2. Préciser les implications de la loi antidiscrimination sur l'assurance hospitalisation (concernant le tarif, les risques assurés, les délais de carence).

3. Savoir quels sont les risques légalement et habituellement exclus (affections préexistantes, sports, hobbies et professions à risque)

4. Expliquer ce qu'est le délai de carence (délai d'attente) et quelles en sont les implications pour le contrat "incapacité de travail/revenu garanti", y compris la "possibilité de rachat/franchise anglaise".

5. Etre capable de préciser le régime fiscal des primes (taxes, déductibilité) et des prestations (taxation lors du paiement), tant pour les polices liées à l'activité professionnelle que pour les polices non liées à l'activité professionnelle.

SALAIRE GARANTI

6. Expliquer l'intervention de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés, les travailleurs indépendants et les fonctionnaires en cas de maladie, d'accident de la vie privée et d'accident du travail, et établir le lien avec les assurances « incapacité de travail/revenu garanti ».

7. Préciser la durée pour laquelle le client peut opter dans le cadre d'un contrat « incapacité de travail/revenu garanti » et ce, tant pour les contrats liés à l'activité professionnelle que non liés à l'activité professionnelle.

8. Expliquer la différence entre incapacité « physiologique » et incapacité « économique » et préciser les modalités d'intervention « graduelle ».

9. Expliquer quels risques peuvent être assurés (maladie, maladie et accident privé, maladie et tous les accidents), et préciser quels types de rentes assurées sont proposés sur le marché (rente constante / croissante après sinistre / croissante avant et après sinistre).



	10. Enumérer les facteurs qui ont une influence sur l'assurance (par ex. profession, statut social, règles relatives au revenu, sports et hobbies, antécédents médicaux et acceptation, ...) et les conséquences des modifications de ces facteurs.
L'ASSURANCE HOSPITALISATION	11. Situer le rôle de l'assurance hospitalisation au regard du système de sécurité sociale en cas de maladie, d'accident privé et d'accident du travail (intervention INAMI, suppléments d'honoraires, ticket modérateur, système de tiers-payant).
	12. Expliquer les principales garanties : « hospitalisation », « pré & post », « maladies graves » et « frais ambulatoires », et savoir qu'il y a des différences de couverture entre les produits/compagnies (tels que one-day-clinic, soins palliatifs, médecines parallèles).
	13. Déterminer les prestations possibles : prestations forfaitaires ou prestations indemnitaires, illimitées ou limitées (par ex. 2 x intervention INAMI).
L'ASSURANCE DEPENDANCE	14. Se rappeler que l'affiliation à une assurance dépendance est obligatoire en Flandre ('Vlaamse zorgverzekering') pour tout habitant de plus de 25 ans et qu'elle peut être souscrite sur base volontaire en région Bruxelles-Capitale.
	15. Se rappeler que l'allocation de l'assurance dépendance pour frais non médicaux est payée sur base d'un certificat médical prouvant que le bénéficiaire est lourdement tributaire de soins.

Examen 7: corps véhicules terrestres (branche 3) socles de compétences connaissances de base

	1. Préciser l'objet de l' "assurance omnium" (corps)
	2. Préciser la différence, dans le mode d'indemnisation, entre d'une part "valeur réelle" et d'autre part valeur "convenue", "agrée" ou "conventionnelle"
	3. Pouvoir distinguer les garanties possibles d'une « petite » et d'une « grande » assurance omnium (corps) (incendie, vol, forces de la nature, heurt d'animaux, bris de vitrage, dégâts matériels consécutifs à un accident ou un acte de vandalisme)
	4. Se rappeler que l'assureur omnium (corps) peut prévoir une franchise



	5. Se rappeler qu'un employeur peut souscrire une assurance omnium qui couvre les dégâts aux véhicules privés de ses travailleurs qui doivent accomplir une "mission pour leur employeur" au moyen de leur véhicule privé
	6. Pouvoir expliquer l'importance de déterminer correctement la valeur à assurer dans le cadre "d'une assurance omnium"

Examen 8: corps de véhicules ferroviaires (branche 4)

socles de compétences connaissances de base

Transport ferroviaire généralités	1. Expliquer comment le transport ferroviaire est organisé
	2. Pouvoir indiquer les conséquences de la privatisation pour le transport ferroviaire
Risques à assurer en corps de véhicules	3. Indiquer la différence entre les couvertures "tous risques", "tous risques sauf" et "risques désignés".
	4. Indiquer la différence entre risques à l'arrêt et lors de la conduite.
	5. Expliquer la différence entre les différents types de couvertures corps de véhicules : valeur de remplacement, valeur agréée et valeur réelle.
	6. Donner des explications sur les garanties complémentaires, comme le bris de machine, les dommages consécutifs etc.
Gestion de sinistres	7. Expliquer les procédures et les formalités lors de la fixation des dommages
	8. Expliquer le rôle de l'expert et le déroulement de l'expertise

Examen 9: corps de véhicules aériens (branche 5)

socles de compétences connaissances de base

Transport aérien - généralités	1. Pouvoir expliquer quels sont les différents véhicules aériens.
	2. Pouvoir expliquer les conventions de Chicago et de Montréal.
	3. Pouvoir expliquer le règlement UE785/2004.
	4. Pouvoir donner des explications sur les différentes responsabilités qui doivent être couvertes conformément au règlement UE785/2004.
	5. Expliquer ce qu'est l'IATA et quelle est sa fonction.



	6. Avoir des notions sur l'organisation de l'aviation (Immatriculation et licences, slots, règles de l'air et procédures ...)
Assurance corps	7. Pouvoir expliquer les assurances corps.
	8. Pouvoir donner des explications sur les assurances corps complémentaires (loss of use, hull deductible).
	9. Connaître les tâches principales de European Aviation Safety Agency (AESA)

Examen 10: corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux (branche 6) socles de compétences connaissances de base

	1. Etre capable de subdiviser les différentes branches transport
	2. Connaître la distinction entre le navire et le bateau ; les différences entre les régimes (immatriculation, nationalité)
	3. Savoir que couvre une assurance corps ?
	4. Connaître la procédure lors d'un sinistre.
	5. Connaître l'avarie? Comment est-elle réglée ?
	6. Savoir comment se passe l'enlèvement d'épave et comment la valeur en est évaluée.
	7. Savoir comment le dommage consécutif, comme la pollution, est assuré.
	8. Comment se passe le transfert de propriété ? Que signifie abandon?
	9. Pouvoir faire la distinction entre les différents types de contrat

Examen 11 : marchandises transportées (branche 7)

socles de compétences connaissances de base

Généralités - introduction à l'assurance transport	1. Etre capable d'indiquer les composantes de l'assurance transport et comment elles se subdivisent en branche.
	2. Démontrer l'intérêt assuré en assurance transport en fonction de l'assurance de marchandises (incoterms).
	3. Pouvoir expliquer les différents types de transferts de risques et de propriété.
	4. Qu'entend-on par transport multimodal et quelles sont les législations applicables ?
	5. Savoir ce que signifient un certain nombre de notions relevant du jargon de l'assurance.
	6. Pouvoir indiquer quels sont les documents les plus utilisés et ce qu'ils règlent.
	7. Distinction entre les rôles des différents acteurs du monde du transport : transporteur, commissionnaire transporteur, commissionnaire expéditeur, agent des douanes, NVOCC...
Assurance de choses: transport pour compte propre	8. Expliquer les différences entre les polices suivantes : police facultative/d'abonnement/de base.
	9. Expliquer les différences entre les polices suivantes : stock&transit/exposition/police annuelle forfaitaire.
	10. La police d'Anvers : pouvoir expliquer les 3 articles de la description de la couverture.
Assurance de responsabilité: transport pour compte de tiers	11. Pouvoir expliquer ce qu'est le transport pour compte de tiers, ce que sont un contrat de transport et une lettre de voiture.
	12. Pouvoir préciser quelles sont les parties qui interviennent dans le contrat.
	13. Pouvoir indiquer et expliquer les principaux articles de la CMR, et démontrer l'importance de la CMR.
	14. Pouvoir expliquer et commenter une police d'assurance CMR.
RC véhicules automoteurs	15. Pouvoir expliquer la base de la RC et indiquer pour qui elle s'applique.



Règlement des sinistres en cas de transport de marchandises	16. Pouvoir expliquer les procédures et les formalités lors de la fixation des dommages.
	17. Pouvoir expliquer le rôle de l'expert et le déroulement de l'expertise.
	18. Pouvoir expliquer la différence entre avarie particulière et avarie commune.
	19. Connaître les procédures en cas de recours des assureurs subrogés contre le(s) transporteur(s) responsable(s).
	20. Quels sont les délais de prescription par type de transport suivant la législation en vigueur ?

Examen 12: incendie et éléments naturels (branche 8) socles de compétences connaissances de base

Introduction à l'assurance incendie / Cadre législatif	1. Enumérer et expliquer les garanties obligatoires en vertu de l'AR sur l'assurance contre l'incendie et autres périls, en ce qui concerne les risques simples (1992), et de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.
	2. Reconnaître la différence entre les risques simples et les risques non-simples (dites risques spéciaux) (sur base de l'Indice ABEX 375).
Notions & qualités	3. Déterminer ce qu'une assurance incendie peut couvrir (biens et responsabilités).
	4. Enumérer les personnes qui, en vertu de l'AR réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples, ont la qualité d'assuré.
	5. Déterminer ce qu'est l'intérêt assurable dans une assurance incendie pour le propriétaire, le propriétaire-bailleur, le nu-propriétaire, l'usufruitier, le locataire, l'utilisateur, l'emphytéote, la superficialité.
	6. Expliquer et appliquer les principes de l'indexation sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'indice ABEX.
	7. Reconnaître ce que l'on peut assurer dans le cadre des notions de bâtiment et de contenu.
	8. Expliquer ce que recouvrent le recours des tiers (voisins), la responsabilité locative et la responsabilité du propriétaire en assurance incendie.
	9. Déterminer les conséquences d'un abandon de recours sur le plan de l'assurance.



	<p>10. Connaître et savoir appliquer le principe de proportionnalité</p>
	<p>11. Déterminer quand la règle proportionnelle ne peut être appliquée en vertu des arrêtés d'exécution de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.</p>
	<p>12. Préciser en quelle valeur les biens peuvent être assurés (valeur à neuf, valeur de reconstruction, valeur réelle, valeur agréée, valeur du jour, valeur de remplacement, valeur vénale).</p>
	<p>13. Expliquer la franchise en assurance incendie.</p>
	<p>14. Expliquer ce que recouvre l'assurance au premier risque.</p>
La garantie incendie	<p>15. Déterminer les caractéristiques de la notion d'incendie (flammes, hors foyer, risque d'extension).</p>
	<p>16. Enumérer et expliquer les périls assurables suivants : foudre, implosion, explosion, collision/heurt, dégradations immobilières et vandalisme, fumée et suie, électrocution d'animaux et action de l'électricité.</p>
La garantie tempête, grêle, pression de la neige ou de la glace	<p>17. Expliquer ce que l'on entend dans l'AR réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples par tempête, grêle, pression de la neige et de la glace.</p>
La garantie catastrophes naturelles	<p>18. Expliquer ce que l'on entend dans la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (par catastrophes naturelles).</p>
	<p>19. Comprendre le rôle du Bureau de tarification pour les catastrophes naturelles.</p>
	<p>20. Se rappeler que le Fonds des calamités n'intervient pas pour des risques légalement assurables.</p>
Garanties complémentaires	<p>21. Enumérer et expliquer les dommages consécutifs assurables suivants : recours des tiers, recours des locataires/occupants, frais de conservation, d'entreposage, d'expertise, de démolition et de déblai, logement temporaire, frais de remise en état des plantations et du jardin, chômage immobilier</p>
	<p>22. Se rappeler que la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances impose d'assurer certains dommages consécutifs (frais de sauvetage, assistance, démolition, effondrement et fermentation ou combustion spontanée).</p>
	<p>23. Reconnaître le principe de la réversibilité des montants (sur)assurés en cas de sinistre.</p>

Dommages	24. Se rappeler que pour les biens assurés en valeur à neuf, la vétusté ne peut être déduite que si elle excède 30 % (règle des 30 %).
	25. Se rappeler que pour les biens assurés en valeur à neuf, l'assuré a droit au minimum à 80 % de la valeur à neuf (règle des 80 %).
Prévention	26. Expliquer l'importance de la prévention et se rappeler que la prise de mesures de prévention pourrait avoir une influence sur l'acceptation et la tarification d'une assurance incendie.
Modifications dans le risque à assurer	27. Expliquer que les changements d'adresse, type de construction, la configuration et/ou de l'utilisation de l'immeuble, peuvent avoir un impact sur la police et que l'assureur doit en être informé

Examen 13 : autres dommages aux biens (branche 9) socles de compétences connaissances de base

Dégâts des eaux	1. Expliquer ce que l'on entend par dégâts des eaux.
	2. Reconnaître les extensions de garantie possibles suivantes pour la garantie dégâts des eaux : réparation des conduites, frais de recherche, ouverture de sols et de parois.
Bris de vitrage	3. Expliquer ce que l'on entend par bris de vitrages dans le cadre d'une assurance incendie risques simples.
Vol	4. Reconnaître quelles formes de vol peuvent être assurées (vol avec effraction, escalade, violence, usage de fausses clés ou de clés volées) dans le cadre d'une assurance incendie risques simples.
Bris de machine	5. Reconnaître les objets assurables dans une assurance bris de machines (toutes les machines fixes et mobiles et les installations techniques de bâtiments).
	6. Expliquer l'intérêt d'une assurance bris de machine.
	7. Expliquer la garantie de base de l'assurance bris de machine (dégâts accidentels par des causes internes et externes et des facteurs humains).
	8. Se rappeler que la garantie de base de l'assurance bris de machine est limitée aux dommages matériels et non aux dommages immatériels consécutifs.



	<p>9. Se rappeler que les dommages aux outils interchangeable, aux éléments soumis par leur nature à une usure accélérée et à un remplacement fréquent sont exclus.</p>
Assurance tous risques électroniques	<p>10. Reconnaître les objets assurables dans une assurance tous risques électroniques (en principe, tous les appareils et installations électriques ou électroniques sur courant faible).</p>
	<p>11. Expliquer l'intérêt d'une assurance tous risques électroniques.</p>
	<p>12. Se rappeler qu'en assurance tous risques électroniques, tout ce qui n'est pas exclu est couvert.</p>
TRC	<p>13. Reconnaître les personnes qui peuvent être assurées par l'assurance TRC et déterminer leur intérêt d'assurance.</p>
	<p>14. Reconnaître la structure possible d'une assurance Bris de machines : division 1 : « assurance de choses » et division 2 : « assurance de responsabilité ».</p>
	<p>15. Se rappeler que dans l'assurance de choses d'une assurance TRC « tout ce qui n'est pas exclu est couvert ».</p>
	<p>16. Se rappeler que dans l'assurance de choses d'une assurance TRC les dommages causés par l'une des causes suivantes sont normalement exclus: un défaut de conception ou un défaut propre aux matériaux, la remise en service d'un bien endommagé avant la réparation finale, les défauts identifiés lors de l'établissement de l'inventaire, les défauts, l'usure et les dommages immatériels,</p>
	<p>17. Reconnaître les objets assurables par l'assurance de choses d'une assurance TRC : travaux de construction, y compris les matériaux et éléments de construction destinés à y incorporer, les équipements (machines, appareils et installations), biens existants.</p>
	<p>18. Reconnaître quand dans l'assurance de choses d'une assurance TRC la garantie principale construction- montage-période d'essai (assurance de choses) d'une assurance TRC s'arrête (réception des travaux, occupation, échéance du contrat).</p>
	<p>19. Se rappeler que l'assurance de choses d'une assurance TRC la couverture peut être étendue à la période de maintenance.</p>
	<p>20. Se rappeler que l'assurance de responsabilité civile en général ne couvre aucun dommage au propre travail de l'entrepreneur, mais que ces dommages peuvent uniquement être couverts par l'assurance de choses d'une assurance TRC.</p>
Montage-essai	<p>21. Déterminer ce que peut être l'objet de l'assurance montage-essais et reconnaître les objets qui peuvent être assurés par cette assurance.</p>



Examen 14: RC véhicules terrestres automoteurs (branche 10) socles de compétences connaissances de base

Le contrat-type

1. Préciser ce que l'on entend par contrat-type
2. Indiquer les types de responsabilité couverts par le contrat-type
3. Enumérer les dommages exclus dans le cadre du contrat-type
4. Préciser les montants minimums légaux prévus dans le contrat-type concernant les dommages corporels et matériels
5. Préciser sous quelles conditions l'assureur RC auto est en droit de résilier l'assurance après un sinistre
6. Connaître les sanctions pénales prévues en cas de défaut d'assurance RC auto
7. Expliquer à qui incombe l'obligation d'assurance
8. Savoir que la victime peut s'adresser directement à l'assureur de la personne responsable dans le cadre de la RC auto (droit propre de la personne lésée - recours direct
9. Préciser ce que l'on entend par le « véhicule désigné »
10. Préciser quelle assurance doit intervenir en cas de sinistre avec une remorque (assurance du véhicule tractant ou assurance de la remorque)
11. Indiquer les lieux où l'on doit être assuré
12. Indiquer les lieux où l'on est assuré (domaine public versus domaine privé)
13. Déterminer les véhicules qui doivent être assurés dans le cadre de la loi sur l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et pouvoir appliquer cette obligation dans la pratique (y compris les remorques et fauteuils électriques pour les personnes atteintes d'un handicap).



	14. Indiquer les personnes assurées et non assurées pour leur responsabilité par la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs
	15. Indiquer les personnes considérées comme tiers pour l'indemnisation de leurs dommages par la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs
	16. Préciser les conditions d'application pour un véhicule de remplacement temporaire dans le cadre de la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs
	17. Expliquer ce qu'est « dépanner a titre occasionnel » et ce qu'il se passe en cas d'accident
	18. Préciser les modalités de couverture en cas de transfert de propriété du véhicule automoteur désigne
	19. Expliquer ce que le contrat-type stipule en cas d'accident cause par les personnes qui se sont rendues maitres du véhicule automoteur assure par vol, violence ou par suite de recel
	20. Expliquer ce qu'il se passe, en vertu du contrat-type, lorsque la police est suspendue à la demande du preneur d'assurance
	21. Se rappeler que la partie lésée (la victime) peut sur base de son propre droit en tant que victime (art. 150 de la loi du 4.4.2014 relative aux assurances) introduire une action directe contre l'assureur de la personne responsable.
	22. Se rappeler que la responsabilité du transporteur ferroviaire est limitée par la "Convention relative aux transports internationaux ferroviaires" (COTIF) qui prévoit des règles uniformes concernant le transport international de passagers et de bagages (RU CIV) et le transport de marchandises (RU CIM) et que ces règles s'appliquent également au transport national par la SNCB.
	Administration/souscription - carte verte
24. Indiquer la portée juridique de la carte verte	
25. Savoir pour quels véhicules des formalités doivent être accomplies en matière d'immatriculation auprès de la Direction pour l'immatriculation des véhicules lors de la souscription d'une assurance RC véhicules automoteurs	
26. Etre capable de citer le document faisant mention des pays pour lesquels la garantie est accordée dans le cadre de l'assurance RC auto	
27. Pouvoir citer les cas de recours	

	<p>28. Définir la notion d'usager faible, préciser la portée de sa protection et connaître les implications pour le système de personnalisation éventuel (par exemple bonus/malus) après un sinistre</p> <p>29. Etre capable d'énumérer les cas d'intervention du Fonds Commun de Garantie Belge dans le cadre de la mission d'indemnisation et d'information</p> <p>30. Savoir qu'en cas de dommage cause aux marchandises transportées, la responsabilité du transporteur professionnel pour compte de tiers n'est pas couverte par le contrat-type RC automobile mais qu'elle peut être assurée séparément (assurance CMR).</p>
Tarifification	<p>31. Savoir que les assureurs peuvent fixer librement le tarif de la RC automobile.</p> <p>32. Savoir qu'un sinistre en tort peut avoir une influence sur la prime RC auto</p> <p>33. Décrire la mission du Bureau de tarification Auto et les conditions sous lesquelles on peut y avoir recours</p>
Sinistres	<p>34. Savoir que dans le cadre de l'assurance RC auto, seuls les accidents de la circulation sont assurés</p> <p>35. Préciser quand un véhicule automoteur prend part à la circulation dans le cadre de l'assurance RC auto</p> <p>36. Savoir que l'assureur est tenu de réagir, sous peine de sanction, dans les 3 mois suivant la demande d'indemnisation émanant de la personne lésée</p> <p>37. Expliquer l'usage du constat européen d'accident</p> <p>38. Préciser dans quelle mesure la TVA et la taxe de mise en circulation (TMC) doivent être payées lors du règlement des dommages matériels en RC auto</p>
Conventions Assuralia	<p>39. Connaître la différence entre une expertise et le règlement du sinistre en « droit commun » et en « RDR »</p> <p>40. Préciser quel assureur RC procède à l'expertise des dégâts au véhicule dans le cadre de la convention d'expertise</p> <p>41. Connaître les conditions d'application de la convention d'expertise</p> <p>42. Préciser quel assureur RC indemnise la personne lésée dans le cadre de la convention RDR</p>
Assistance aux véhicules	<p>43. Avoir une idée précise des prestations les plus courantes dans le cadre de l'assistance aux véhicules et personnes</p>
	<p>44. Déterminer l'utilité d'une assurance accidents personnelle pour le conducteur et les passagers d'un véhicule automoteur</p>



Assurance conducteur

45. Savoir que les conducteurs peuvent souscrire une assurance accidents personnelle à caractère indemnitaire sur la base du droit commun ou à caractère forfaitaire.

Examen 15 RC véhicules aériens (branche 11) socles de compétences connaissances de base

Transport aérien -
généralités

1. Pouvoir expliquer quels sont les différents véhicules aériens.
2. Pouvoir expliquer les conventions de Chicago et de Montréal.
3. Pouvoir expliquer le règlement UE785/2004.
4. Pouvoir donner des explications sur les différentes responsabilités qui doivent être couvertes conformément au règlement UE785/2004.
5. Expliquer ce qu'est l'IATA et quelle est sa fonction.
6. Avoir des notions sur l'organisation de l'aviation (Immatriculation et licences, slots, règles de l'air et procédures ...)

Assurances

7. Pouvoir donner des explications sur la responsabilité civile à l'égard des passagers.
8. Pouvoir donner des explications sur la responsabilité civile à l'égard de tiers.
9. Pouvoir donner des explications sur la responsabilité civile à l'égard du chargement et des bagages.
10. Connaître la couverture d'assurance minimale par passager pour les bagages dans le cadre de vols commerciaux.
11. Connaître la couverture d'assurance minimale par kilogramme de marchandises dans le cadre de vols commerciaux.
12. Savoir que la couverture minimale de l'assurance ne s'applique pas aux vols opérés par les compagnies aériennes qui ne sont pas enregistrés dans l'Union européenne ou dont les avions ne sont pas enregistrés dans l'Union européenne.
13. Savoir que la couverture minimale de l'assurance peut être modifiée si des changements dans les accords internationaux le nécessiteraient.

	14. Savoir que la pollution est exclue par défaut dans les polices d'assurance de l'aviation dans la clause AVN 46B (Noise and pollution and other perils exclusion clause).
--	--

**Examen 16: RC véhicules maritimes, lacustres et fluviaux (branche 12)
socles de compétences connaissances de base**

	1. Indiquer quelle est la législation applicable en cas de navigation maritime.
	2. Indiquer quelle est la législation applicable en cas de navigation intérieure.
	3. Expliquer quelles limitations de responsabilité s'appliquent aux transports de voyageurs et de marchandises.
	4. Expliquer la présomption de responsabilité du navire.
	5. Expliquer la différence entre la propriété et le risque des marchandises.
	6. L'assurance RC est-elle obligatoire en cas de navigation de plaisance ?
	7. Connaître la procédure lors d'un sinistre.
	8. Savoir comment l'indemnisation de dommage de toutes les conséquences directes et indirectes est déterminée.
	9. Démontrer quel est l'intérêt assurable; Qui a le droit d'action ?
	10. Quels sont les documents les plus couramment utilisés? Qu'est-ce règlementé?

Examen 17: RC générale (branche 13) socles de compétences connaissances de base

C Base	1. Distinguer les différents types de responsabilité (responsabilité morale, civile et pénale) et préciser quelles responsabilités sont importantes pour les assurances.
	2. Expliquer ce qu'est une responsabilité contractuelle



	3. Expliquer ce qu'est une responsabilité extracontractuelle
	4. Distinguer une responsabilité contractuelle d'une responsabilité extracontractuelle (civile) et préciser l'impact de la distinction sur les assurances.
	5. Dans le cadre de la responsabilité extracontractuelle, distinguer la responsabilité personnelle (art. 1382, 1383 et 1386bis C. civ.) de la responsabilité du fait d'autrui (art. 1384, 1385 et 1386 C. civ.)
	6. Connaître les 3 composantes essentielles de la responsabilité extracontractuelle personnelle (faute, dommage et lien de causalité) et préciser à qui incombe la preuve de ces composantes (art. 1382 - 1383 C. civ.).
	7. Préciser les conditions auxquelles le dommage doit répondre pour être indemnisé dans le cadre de la responsabilité civile (le dommage doit être certain, prouvé et porter atteinte à un intérêt légitime).
	8. Savoir que la faute englobe un élément matériel et un élément moral (capacité de commettre une faute, capacité de discernement) et identifier et appliquer ces éléments.
	9. Comprendre et appliquer le critère de bon père de famille.
	10. Savoir que l'on peut s'exonérer de sa responsabilité en prouvant la cause étrangère, et énumérer et définir les trois causes étrangères (alea, force majeure, acte d'un tiers).
	11. Définir et appliquer la notion « alea ou force majeure ».
	12. Décrire la théorie de l'acceptation du risque et en préciser les conséquences concernant la responsabilité.
	13. Connaître l'objet de la responsabilité du fait d'autrui prévue aux articles 1384, 1385 et 1386 C. civ.
	14. Savoir qu'en cas de responsabilité du fait d'autrui, la faute (la responsabilité) est présumée.
	15. Préciser les conditions de la responsabilité pour des choses (vice de la chose, conservation, lien de causalité avec le dommage subi) et savoir que la charge de la preuve de ces éléments incombe à la victime (art. 1384, alinéa 1er).
	16. Savoir que la présomption de responsabilité est irréfutable et en préciser les conséquences.
	17. Pouvoir expliquer et appliquer les conditions de la responsabilité des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs (art. 1384, alinéa 2 C. civ.).



	18. Savoir que la présomption de responsabilité des parents est irréfutable et préciser ce que doivent prouver les parents pour s'exonérer de leur responsabilité.
	19. Savoir, qu'indépendamment de la responsabilité des parents, les enfants mineurs peuvent également être tenus pour personnellement responsables s'ils sont capables de discernement.
	20. Préciser les conditions de la responsabilité civile des maîtres et des commettants (art. 1384, alinéa 3 C. civ.).
	21. Savoir que les travailleurs, les fonctionnaires sont exonérés de toute responsabilité par une législation spéciale, sauf en cas de fraude, de faute grave ou de faute légère répétée, et en préciser les conséquences.
	22. Préciser les conditions de la responsabilité civile des instituteurs et des artisans et connaître les moyens de défense qu'ils peuvent invoquer (art. 1384, alinéa 4 C. civ.).
	23. Préciser les conditions de la responsabilité du propriétaire et du gardien d'un animal pour le dommage causé par un acte de l'animal (art. 1385 C. civ.) et connaître les moyens de défense qu'ils peuvent invoquer (comportement normal de l'animal déclenché par un tiers ou par la victime, acceptation du risque par la victime, force majeure).
	24. Préciser les conditions de la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment (art. 1386 C. civ.) et les moyens de défense qu'il peut invoquer.
	25. Expliquer le régime de réparation du dommage causé par une personne atteinte de troubles mentaux (art. 1386bis, C. civ.).
	26. Préciser les conditions de la responsabilité sans faute pour troubles de voisinage (art. 544 C. civ.)
	27. Préciser la différence entre une responsabilité pour faute et une responsabilité objective, énumérer et décrire les trois principales formes de responsabilité objective (incendie et explosion dans des lieux accessibles au public, responsabilité du fait des produits et usagers faibles (art. 29bis loi RC auto)).
	28. Connaître la notion de subrogation et savoir donc que l'assureur qui a payé l'indemnité est subrogé, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions de l'assuré ou du bénéficiaire contre les tiers responsables du dommage. Savoir aussi que la subrogation ne peut nuire à l'assuré ou au bénéficiaire qui n'aurait été indemnisé qu'en partie et qu'il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, de préférence à l'assureur.



	<p>29. Savoir qu'une action sur le fondement de la responsabilité civile est soumise à la prescription de droit commun. Savoir également que la sanction du non-respect du délai de déclaration de sinistre prévu dans le contrat d'assurance est la déchéance des droits de l'assure... à condition que l'assureur établisse que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.</p>
Assurances de responsabilité	<p>30. Enumérer les droits des personnes lésées prévus par la loi sur le contrat d'assurance terrestre et en identifier les conséquences : libre disposition de l'indemnité, quittance pour solde de compte, droit propre de la personne lésée (art. 147, 148 et 150 loi du 04.04.2014 relative aux assurances).</p>
	<p>31. Savoir que l'assureur n'est pas lié par une indemnisation par l'assuré sans son accord (art. 149 loi du 04.04.2014 relative aux assurances).</p>
Responsabilité Vie privée	<p>32. Se rappeler que la législation relative à l'assurance RC vie privée impose des garanties minimales, mais non une obligation d'assurance.</p>
	<p>33. Indiquer quelle responsabilité doit être au moins assurée en vertu de la législation RC vie privée (AR 12-11984 art. 1er).</p>
	<p>34. Reconnaître les montants minimums légaux à assurer et se rappeler que ces montants sont indexés.</p>
	<p>35. Se rappeler que l'assureur peut prévoir une franchise contractuelle, tant pour les dommages matériels que corporels.</p>
	<p>36. Reconnaître les personnes qui doivent légalement être assurées.</p>
	<p>37. Expliquer quels assurés doivent légalement être considérés comme tiers et pour quels dommages.</p>
	<p>38. Se rappeler que c'est l'assurance accidents du travail qui doit couvrir les dommages corporels du personnel des assurés et non l'assurance RC vie privée.</p>
	<p>39. Déterminer les conditions minimales de garantie légales pour les dégâts causés par les bâtiments et jardins.</p>
	<p>40. Déterminer les conditions minimales de garantie légales pour les dégâts causés par les animaux.</p>
	<p>41. Déterminer les conditions minimales de garantie légales pour les dégâts causés par les bateaux.</p>
	<p>42. Se rappeler que les dommages causés par la pratique de la chasse et par le gibier peuvent être exclus.</p>
<p>43. Se rappeler que les assureurs doivent couvrir la responsabilité en cas de faute grave jusqu'à l'âge de discernement, mais qu'ils étendent généralement cette couverture au-delà de cet âge.</p>	



	44. Se rappeler que dans le cadre de certains contrats d'assurance RC vie privée, une couverture est accordée pour la responsabilité personnelle des enfants mineurs en cas de sinistre cause intentionnellement après l'âge de discernement.
	45. Se rappeler que le droit de subrogation ou de recours légal ou contractuel de l'assureur contre les enfants mineurs assurés est limité à un plafond légal.
	46. Indiquer sous quelles conditions le dommage cause avec un véhicule automoteur doit être couvert dans le cadre de la législation RC vie privée (art. 6,1°AR).
	47. Se rappeler que la législation RC vie privée n'interdit pas de couvrir d'autres responsabilités que la responsabilité extracontractuelle sur base de faute (p. ex. la responsabilité sans faute en vertu de l'article 544 C. civ., la responsabilité contractuelle).
	48. Se rappeler qu'il existe dans le cadre de la RC vie privée des assurances de responsabilité obligatoires telles que la RC chasse, la RC véhicules automoteurs, la responsabilité objective en cas d'incendie et d'explosion.
	49. Se rappeler dans quelle mesure un bénévole peut recourir à son assurance RC vie privée.

Examen 18: l'assurance credit (branche 14)

socles de compétences connaissances de base

	1. Etre capable de faire la distinction entre l'assurance credit et l'assurance caution en mentionnant les similarités et les différences
	2. Etre capable d'expliquer l'importance économique de l'assurance credit
	3. Etre capable d'expliquer la nature juridique de l'assurance credit et d'énumérer les assurances qui ne relèvent pas du régime légal spécifique
	4. Etre capable d'expliquer la différence entre l'assurance credit et le factoring (ou affacturage)
	5. Etre capable d'expliquer les spécificités de l'assurance credit

Examen 19 : assurances caution (branche 15)

socles de compétences connaissances de base

	1. Etre capable de faire la distinction entre l'assurance credit et l'assurance caution en mentionnant les similarités et les différences
	2. Etre capable d'expliquer l'importance économique de l'assurance caution
	3. Etre capable d'expliquer la nature juridique de l'assurance caution et d'évaluer le champ d'application de la loi sur le contrat d'assurance terrestre pour l'assurance caution
	4. Etre capable d'expliquer le mécanisme concret de l'assurance caution
	5. Etre capable d'expliquer le régime d'indemnisation et le recours

Examen 20: Pertes pécuniaires diverses (branche 16)

socles de compétences connaissances de base

Pertes indirectes en assurance incendie	1. Expliquer ce que l'on entend par pertes indirectes en assurance incendie risques simples.
Pertes d'exploitation	2. Décrire la notion de pertes d'exploitation (indemnisation des frais et résultats pendant la période d'indemnisation découlant d'une interruption de l'activité consécutive à un sinistre couvert).
	3. Expliquer l'importance d'une assurance pertes d'exploitation (après un sinistre, rétablir l'entreprise dans la même situation financière que celle qui prévalait avant le sinistre).
	4. Expliquer l'importance de la période d'indemnisation d'assurance.
	5. Savoir que les pertes d'exploitation ne sont assurées que pour les risques énumérés dans l'assurance.
	6. Expliquer les principales formules d'une assurance pertes d'exploitation (sur la base du chiffre d'affaires ou d'une indemnité journalière forfaitaire) ?



	7. Décrire l'utilité et les modalités de la clause incérasse/décrease.
	8. Savoir que l'assurance pertes d'exploitation peut être étendue aux pertes d'exploitation résultant d'un sinistre chez un fournisseur ou un client.
	9. Comprendre ce que signifie les notions financières suivantes : chiffre d'affaires, frais fixes, frais variables, résultat net / bénéfice net.
	10. Se rappeler qu'aucune indemnité n'est payée si l'entreprise ne redémarre pas ses activités après le sinistre.
Autres pertes pécuniaires	11. Savoir que la branche 16 (pertes pécuniaires diverses) ne se limite pas aux pertes d'exploitation et pertes indirectes, mais qu'elle peut également concerner le risque d'absence de travail (chômage), de location et pertes de revenus, d'intempéries et autres pertes pécuniaires.

Examen 21 : protection juridique (branche 17) socles de compétences connaissances de base

Protection juridique	1. Connaître l'objet des garanties de base possibles d'une assurance protection juridique, telles que le recours civil, la défense pénale, la défense civile, les litiges dans des domaines de droit spécifiques (droit des contrats, droit du travail et droit social, droit des personnes et droit familial, droit fiscal, ...), compte tenu de la définition légale (article 154 de la loi relative aux assurances).
	2. Distinguer les formules de gestion légales en matière d'assurance protection juridique conformément à l'AR du 12 octobre 1990 (gestion distincte, bureau de règlement de sinistres, intervention d'un avocat).
	3. Connaître les modes de pratique par les assureurs de la branche protection juridique (multi branche, les produits des assureurs protection juridique spécialisés, couvertures complémentaires protection juridique).
	4. Savoir que les amendes ne peuvent pas être assurées par un assureur protection juridique.
	5. Connaître l'objet des garanties complémentaires susceptibles d'être proposées par l'assureur protection juridique : insolvabilité de tiers, cautionnement dans le cadre d'un litige assuré, avance de fonds.



	6. Connaître la possibilité d'intervention de l'assureur protection juridique dans des domaines spécifiques du droit : droit des contrats, droit administratif, fiscalité, droit familial et droit des personnes, droit du travail & sécurité sociale, droit des baux, droit de la consommation, droit réel, défense disciplinaire.
	7. Pouvoir expliquer les garanties minimales loi Onkelinx qui sont d'application dans le cadre d'une police protection juridique.
	8. Expliquer ce que signifient les notions de minimum litigieux, de franchise, de délai d'attente et de plafonds d'intervention maximums en assurance protection juridique.
	9. Déterminer la portée du principe du libre choix d'un avocat ou de conseils
	10. Savoir que la législation prévoit le libre choix d'un avocat en cas de conflit d'intérêts avec l'assureur protection juridique (art. 156 loi du 04.04.14 relative aux assurances).
	11. Déterminer les droits de l'assureur et de l'assuré en cas de refus de prestation consécutif à une divergence d'opinion sur le règlement d'un sinistre couvert (art. 157 loi du 04.04.14 relative aux assurances - clause d'objectivité).
	12. Définir les missions principales de l'assureur protection juridique dans le cas d'un sinistre avec dommages matériels et /ou corporels (mise en demeure, évaluation des dommages, recouvrement de l'indemnisation).
	13. Définir la mission principale de l'assureur protection juridique en cas de contestation de l'application du règlement RDR.
	14. Connaître le rôle de l'assureur protection juridique au regard du principe de la « direction du litige » exercée par l'assureur RC (article 143 loi du 04.04.14 relative aux assurances).

Examen 22 : assistance (branche 18)

socles de compétences connaissances de base

	1. Avoir une idée précise de la manière dont l'assurance assistance est proposée par les assureurs (en tant que produit distinct ou garantie complémentaire/assureurs assistance spécialisés ou assureurs multi branches)
	2. Savoir que dans le cadre de la branche Assistance, il y a souvent pluralité de contrats, et déterminer l'assureur auquel il y a lieu de s'adresser pour demander la prestation.



	<p>3. Reconnaître dans le cadre d'une assurance assistance voyage l'étendue territoriale de l'assistance aux personnes (généralement la plupart des pays-monde entier, à l'exception de la Belgique) et aux véhicules (généralement l'Europe géographique).</p>
	<p>4. Savoir que l'assuré d'une assurance assistance voyage peut recourir à l'assistance pour des prestations non assurées, mais qu'il doit en rembourser les frais.</p>
	<p>5. Savoir que la couverture d'une assurance voyage est accordée systématiquement pendant les 3 premiers mois à l'étranger et que pour les séjours plus longs, une extension doit être prévue.</p>
	<p>6. Reconnaître les exclusions générales possibles d'une assurance assistance voyage (conséquences d'actes intentionnels, accident nucléaire, acte terroriste, consommation d'alcool, usage de stupéfiants et de produits similaires, participation à des courses de motos).</p>
	<p>7. Reconnaître les prestations les plus courantes d'une assurance assistance voyage pour l'assistance aux personnes assurées et en déterminer l'étendue : frais médicaux en cas de maladie ou d'accident, rapatriement des assurés en cas de maladie grave ou d'accident corporel, assistance en cas de décès (transport de la dépouille mortelle, traitement post mortem, cercueil), prolongation du séjour sur avis médical, frais de déplacement pour la visite d'un membre de la famille en cas d'hospitalisation d'un enfant, retour anticipé (en cas de décès ou d'hospitalisation d'un membre de la famille et en cas de dommage important à l'habitation), mise à disposition d'un chauffeur de remplacement, envoi de bagages et de documents de voyage en cas de perte ou de vol, envoi de médicaments et de messages urgents, avance d'argent).</p>
	<p>8. Reconnaître les exclusions les plus courantes concernant les frais médicaux (frais de prothèse, médecine préventive, cures, traitements esthétiques, check-up, traitements non reconnus par l'INAMI, dépressions et maladies mentales existantes, grossesse après un certain nombre de mois pour les voyages en avion).</p>
	<p>9. Savoir quels véhicules sont en règle générale couverts dans le cadre d'une assurance assistance voyage (véhicules pour tourisme et affaires et à usage mixte, camping-car, motocyclettes, remorques y compris caravanes) et se rappeler que les véhicules au-delà d'une certaine ancienneté et d'un certain poids peuvent être exclus.</p>



	<p>10. Reconnaître les prestations les plus courantes de l'assistance aux véhicules assurés et en déterminer l'étendue : service de dépannage et de remorquage, hébergement des assurés en attendant la réparation, rapatriement du véhicule et des passagers, conservation du véhicule, envoi de pièces détachées, avance d'honoraires pour une assistance juridique à l'étranger.</p>
	<p>11. Reconnaître les principales exclusions spécifiques de l'assistance aux véhicules (pannes répétitives causées par la non-réparation du véhicule après la première intervention, carburant et frais de péage, coût de pièces de rechange et de réparations).</p>
	<p>12. Savoir qu'en cas d'immobilisation du véhicule assuré en Belgique, un véhicule de remplacement n'est pas nécessairement mis à disposition dans le cadre de l'assistance aux véhicules.</p>
	<p>13. Reconnaître les prestations les plus courantes de l'assistance à domicile : communication d'informations, aide familiale et garde d'enfants en cas d'hospitalisation prolongée de l'assuré, premiers frais d'hôtel et de gardiennage si l'habitation est inhabitable (à la suite d'un incendie, d'une explosion, d'une tempête, d'un dégât des eaux), aide d'un serrurier en cas d'endommagement de la serrure ou de perte des clés (pas les accessoires).</p>
	<p>14. Savoir que l'assureur assistance doit être avisé préalablement de chaque coût ou prestation d'assistance, sauf en cas de force majeure.</p>

Examens 23 -> 26 assurances sur la vie (branches 21-22-23-26) socles de compétences connaissances de base

<p>Assurances sur la vie - particuliers</p>	<p>1. Définir la notion "assurance sur la vie" sur la base de la loi relative aux assurances. (Partie 4 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, article 160). GÉNÉRAL</p>
---	---



	<p>2. Expliquer les droits et obligations spécifiques du preneur d'assurance, de l'assureur, de l'assuré, du bénéficiaire (les différentes clauses bénéficiaires, le bénéficiaire acceptant ou non), du conjoint et des créanciers dans le cadre des assurances sur la vie sur la base de la loi relative aux assurances.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>3. Pouvoir placer l'attribution bénéficiaire d'une assurance-vie en cas de décès (animus do nandi/par libéralité) dans un contexte de droit successoral :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pouvoir distinguer l'obtention par le biais d'un droit propre de l'obtention en tant qu'héritier ;• Connaître les conséquences de l'utilisation de la clause d'attribution bénéficiaire "mes héritiers légaux" à partir du 5 mars 2014;• Pouvoir appliquer les règles en matière de rapport et de réduction à l'attribution bénéficiaire par le biais de l'assurance-vie. <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>4. Savoir que les dispositions générales de la loi relative les assurances de 2014 sont également applicables aux assurances sur la vie, mais qu'il existe également des dispositions spécifiques pour les assurances de personnes (caractère nominatif de la police, informations génétiques,...) et les assurances sur la vie.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>5. Préciser les 4 piliers dans le cadre du financement des pensions, y intégrer les différents types d'assurances sur la vie, et savoir à quels groupes cibles elles s'adressent.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>6. Savoir que l'on peut conclure des assurances sur la vie individuelles et collectives.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>7. Comprendre le financement de la pension légale de retraite et de survie et la formule de base pour son calcul afin de pouvoir expliquer le rôle que jouent les assurances sur la vie dans ce domaine et ce, pour les salariés, les indépendants et les fonctionnaires.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>8. Expliciter les prestations légales de la sécurité sociale pour les salariés, les indépendants et les fonctionnaires (contractuel et statutaire) en cas de maladie, d'accident de la vie privée et du travail, et établir le lien avec les assurances complémentaires.</p> <p>GÉNÉRAL</p>



	<p>9. Distinguer et expliquer les différents types d'assurances sur la vie, d'assurances décès et d'assurances mixtes. Distinguer les caractéristiques (y compris les différences de risques) des branches 21, 23 et 26. Expliquer la différence entre la branche 21 "classique" et la branche 21 "universal life" (cf. article 26 de l'AR vie).</p> <p>BRANCHES 21, 23 et 26</p>
	<p>10. Expliquer les assurances complémentaires incapacité de travail/invalidité et accident ainsi que leurs différents types de garanties. Expliquer les notions d'incapacité de travail/invalidité partielle, totale, permanente, temporaire, économique et physiologique, de délai d'attente, délai de carence, possibilité de rachat/ franchise anglaise.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>11. Savoir quels sont les risques légalement et habituellement exclus (sports, hobbies et professions à risque) dans le cadre des assurances principales et complémentaires.</p> <p>BRANCHE 21</p>
	<p>12. Enumérer les divers éléments qui déterminent le montant de la prime d'une assurance sur la vie et expliquer l'impact sur la prime :</p> <ul style="list-style-type: none">• taux d'intérêt, table de mortalité, frais et chargements, prime périodique et prime unique, durée de paiement de la prime, prime pure et prime nivelée• durée de la garantie tant de la table de mortalité que du taux technique• différence entre frais d'entrée et frais de gestion• la relation frais et rémunération de l'intermédiaire• de spotrate <p>BRANCHES 21 et 23</p>
	<p>13. Expliquer les éléments qui interfèrent dans la politique d'acceptation (âge, profession, sports, ...) et en donner les raisons.</p> <ul style="list-style-type: none">• formalités médicales• acceptation financière• durée, lieu de séjour, hobby. <p>BRANCHES 21 et 23</p>
	<p>14. Expliquer les termes réserve mathématique, rachat, réduction, valeur de rachat (théorique et pratique) et valeur de réduction (y compris spot rate).</p> <p>BRANCHE 21</p>
	<p>15. Expliquer les mécanismes d'avance et de mise en gage.</p> <p>BRANCHE 21</p>



	<p>16. Expliquer la différence entre une participation bénéficiaire en cas de vie et une participation bénéficiaire en cas de décès, et préciser leur mode d'attribution.</p> <p>BRANCHE 21</p>
	<p>17. Citer et expliquer brièvement les sources de participation bénéficiaire (bénéfice de mortalité, bénéfice de placement, bénéfice sur chargements).</p> <p>BRANCHE 21</p>
	<p>18. Savoir quels documents peuvent être demandés par l'assureur pour bénéficiaire de la prestation d'une assurance-vie en cas de décès (extrait de l'acte de décès, certificat médical attestant de la cause du décès, acte de notoriété corroborant les droits du bénéficiaire si celui-ci n'est pas nommément désigné) ainsi qu'en cas de vie (certificat de vie); dans tous les cas l'exemplaire original de la police.</p> <p>GÉNÉRAL</p>
	<p>19. Connaître la différence entre une gestion globale et une gestion cantonnée et expliquer brièvement les implications pour la participation bénéficiaire.</p> <p>BRANCHE 23</p>
	<p>20. Savoir que l'attribution de la participation bénéficiaire est liée à plusieurs conditions (Exigences minimales ou seuils, petit ou grand taux de participation bénéficiaire, relation avec le taux d'intérêt garanti, ...).</p> <p>BRANCHE 21</p>
	<p>21. Expliquer la fiscalité des assurances sur la vie dans le cadre du 3e pilier (épargne-pension, épargne à long terme):</p> <ul style="list-style-type: none">• les taxes et charges sur les primes des garanties principales et complémentaires• les conditions d'obtention d'un avantage fiscal (attestation fiscale)• le montant maximum fiscalement déductible, compte tenu éventuellement du prêt hypothécaire, bonus habitation• l'avantage fiscal• la taxation des prestations (capital et participation bénéficiaire). <p>BRANCHES 21 et 23</p>
	<p>22. Enumérer et expliquer les régimes fiscaux régissant les assurances-épargne et les assurances- investissement pour particuliers en dehors des 3 piliers ;</p> <p>Branche 21/Branche 26 : taxe sur la prime, taxation des prestations</p> <p>Branche 23 - avec ou sans protection du rendement : taxe sur la prime, taxation des prestations</p> <p>BRANCHES 21, 23 et 26</p>



	23. Décrire brièvement les caractéristiques de base des produits financiers (comptes d'épargne et à terme, actions, obligations, sicav, fonds) et les comparer avec celles des assurances sur la vie. GÉNÉRAL
	24. Préciser quand des droits de succession sont dus et qui doit les payer, et sur quelle base ces droits sont calculés. GÉNÉRAL
	25. Savoir définir les assurances de nuptialité et de natalité non liées à des fonds d'investissement, d'en connaître les caractéristiques et les prestations BRANCHE 22

Examen 27: réassurance

socles de compétences connaissances de base

L'utilité de la réassurance	1. Pouvoir expliquer dans quelle mesure la réassurance constitue une alternative à la détention de capital
	2. Être capable d'expliquer comment la réassurance permet de stabiliser le résultat
	3. Pouvoir expliquer comment la réassurance peut servir à augmenter la capacité de souscription
	4. Pouvoir expliquer en quoi la réassurance constitue un support pour les activités d'assurance
	5. Pouvoir expliquer ce que sont des captives de réassurance
Les formes traditionnelles de la réassurance	6. Être capable d'expliquer la différence entre facultatives et traites
	7. Être capable de décrire les principales caractéristiques de la réassurance proportionnelle
	8. Être capable de décrire les principales caractéristiques de la réassurance non proportionnelle
	9. Pouvoir décrire en détail le fonctionnement d'une Quota-share (quote-part) et d'une Surplus (excédent de plein)



	10. Pouvoir décrire en détail le fonctionnement d'une Excess-of-loss (excédent de sinistre) et d'une Stop-loss (excédent de perte)
Les aspects contractuels	11. Etre capable de comparer la réassurance avec la coassurance
	12. Pouvoir énumérer et décrire les conditions générales et les clauses générales d'un contrat de réassurance
	13. Etre capable d'expliquer les clauses particulières de la réassurance proportionnelle
	14. Etre capable d'expliquer les clauses particulières de la réassurance non proportionnelle
	15. Etre en mesure d'expliquer le fonctionnement des "collatéraux"
Le marché de la réassurance	16. Pouvoir citer les principaux réassureurs
	17. Pouvoir citer les principaux courtiers de réassurance
	18. Etre en mesure de décrire le rôle des agences de notation
La comptabilité technique	19. Pouvoir expliquer le traitement comptable des contrats par année comptable
	Pouvoir expliquer le traitement comptable des contrats par année de souscription
	Pouvoir expliquer le traitement comptable des contrats par année de survenance
	Pouvoir expliquer le traitement comptable des contrats par année de déclaration
Réassurance et solvabilité	20. Etre à même d'expliquer le lien entre la réassurance et la marge de solvabilité
	21. Pouvoir préciser quelles sont les données utilisées pour le priming
	22. Etre en mesure d'expliquer l'indexation des données
	23. Etre capable d'expliquer la notion de "burning cost" (taux de flambage)



Les principes de base du priming	24. Etre capable d'expliquer la notion de "rate on line"
	25. Etre capable d'expliquer les notions de base de la modélisation
Sujets spécifiques	26. Etre à même d'expliquer le fonctionnement d'une entreprise de réassurance
	27. Pouvoir commenter la gestion des sinistres au sein d'une entreprise de réassurance